



PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Direction de l'action locale
Bureau des procédures environnementales

Agence Régionale de Santé de Lorraine
Délégation Territoriale de Meurthe-et-Moselle

Cellule milieux extérieurs

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

Portant :

- 1°) Déclaration d'utilité publique
 - a) des travaux de dérivation des eaux du forage de Gélacourt, sur et au bénéfice de la commune de Gélacourt ;
 - b) d'établissement du périmètre de protection de ce point d'eau ;
- 2°) Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,
Chevalier de la légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du mérite,

VU le code de la santé publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10 et R.1321-1 à R.1321-63 ;
VU le code de l'environnement et notamment les articles L.214-1 à L.214-6, L.214-8 et L.215-13 ;
VU le code de l'expropriation et notamment les articles L.11-1 à L.11-8 et R.11-1 à R.11-31 ;
VU le code minier et notamment l'article 131 ;
VU le décret modifié n°55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application n°55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;
VU le décret n°86-455 du 14 mars 1986 portant suppression des commissions des opérations immobilières et de l'architecture et fixant les modalités de consultation du service des domaines ;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et départements ;
VU l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R.1321-6 à R.1321-12 et R.1321-42 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté préfectoral du 15 janvier 1981 modifié portant règlement sanitaire départemental ;
VU l'arrêté préfectoral du 13 février 2013 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement du périmètre de protection du forage de Gélacourt sur et au bénéfice de la commune de Gélacourt ;
VU la délibération du conseil municipal de Gélacourt du 25 juillet 1997 sollicitant la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement du périmètre de protection du forage de Gélacourt à Gélacourt ;
VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique du 26 février 2006 ;

VU la régularisation de prélèvement au titre du code de l'environnement délivré à la commune de Gélacourt le 16 septembre 2010 ;

VU l'avis du commissaire enquêteur du 22 avril 2013 ;

VU l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de Meurthe-et-Moselle au cours de sa séance du 12 septembre 2013 ;

CONSIDERANT que l'établissement du périmètre de protection vise à préserver la qualité de la ressource en eau destinée à la consommation humaine ;

CONSIDERANT que les besoins en eau destinée à la consommation humaine de la commune de Gélacourt énoncés à l'appui du dossier sont justifiés ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre en conformité avec la législation les installations de production et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine de la commune de Gélacourt ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

TITRE I – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1^{er} – Objet

Le présent arrêté concerne :

- 1°) les travaux de dérivation des eaux souterraines par exploitation du forage de Gélacourt, sur et au bénéfice de la commune de Gélacourt ;
- 2°) l'établissement du périmètre de protection autour de ce point d'eau ;
- 3°) l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

Article 2 – Déclaration d'utilité publique

Sont déclarés d'utilité publique au bénéfice de la commune de Gélacourt :

- 1°) les travaux de dérivation des eaux dans le milieu naturel pour la production d'eau destinée à la consommation humaine, par exploitation du forage de Gélacourt ;
- 2°) l'établissement d'un périmètre de protection autour de ce point d'eau ainsi que la définition des prescriptions associées à ce périmètre.

Article 3 – Situation

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines par le captage ci-après identifié :

Appellation	Commune	Parcelle	Code minier	Coordonnées Lambert II étendu (m)		Altitude (m)
				X =	Y =	
Forage de Gélacourt	GÉLACOUR T	section ZE n°79	02697X0035	924 786	2 395 927	279

TITRE II – PÉRIMÈTRE DE PROTECTION DU POINT D'EAU

Article 4 – Définition du périmètre de protection immédiate

Le plan et l'état parcellaire annexés au présent arrêté précisent la situation cadastrale de la parcelle incluse dans le périmètre de protection immédiate.

Le périmètre de protection immédiate du forage de Gélacourt est situé sur la commune de Gélacourt et concerne la parcelle ci-dessous :

Commune	Section	Lieu dit	N° de parcelles	Surface
Gélacourt	ZE	Derrière l'Enclos	79	1 a 95 ca

Article 5 – Prescriptions imposées à l'intérieur du périmètre de protection immédiate

Les terrains nécessaires à la constitution du périmètre de protection immédiate doivent être et demeurer la propriété de la commune de Gélacourt. Ils doivent être clôturés et n'être accessibles qu'aux seules personnes chargées du contrôle ou de l'entretien des ouvrages.

Toute activité autre que celles directement liées à l'entretien des ouvrages ou de leurs abords est interdite. Seule est autorisée la cimentation du forage ancien situé dans la station de pompage en cas d'abandon de la station de mesure.

Les surfaces du périmètre de protection immédiate sont déboisées et régulièrement entretenues. L'herbe est régulièrement fauchée, avec exportation des résidus. Aucun épandage ou dépôts de produits chimiques (engrais, phytosanitaires, ...) n'y est autorisé.

Article 6 – Travaux à réaliser

Les travaux de mise en conformité suivants sont réalisés dans le délai d'un an à compter de la date du présent arrêté :

- Mise en place d'une clôture autour du périmètre de protection immédiate ;
- Déplacement du chemin selon les propositions de l'hydrogéologue agréé ;
- Colmatage des fissures de la chambre de captage ;
- Contrôle de l'état de l'ancien forage. Si celui-ci est dégradé, il sera obturé selon les règles de l'art.

Les travaux de mise en conformité suivants sont réalisés dans le délai de 2 ans à compter de la date du présent arrêté :

- Contrôle de l'état du tubage du forage par inspection vidéo ;
- Mise en place d'un traitement de désinfection ;

Les travaux de mise en conformité suivants sont réalisés dans le délai de 3 ans à compter de la date du présent arrêté :

- Mise en place d'un traitement de l'agressivité de l'eau.

Article 7 – Contrôle des prescriptions et sanctions

Le maire de la commune de Gélacourt est chargé du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur du périmètre de protection.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 5 du présent arrêté est passible des peines prévues par l'article L.1324-3 et L.1324-4 du code de la santé publique.

Article 8 – Publicité

Un extrait de cet acte est adressé à chaque propriétaire intéressé afin de l'informer des servitudes qui grèvent son terrain, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes, qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux.

Il est affiché à la mairie de la commune de Gélacourt, pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage est insérée dans deux journaux locaux.

Les servitudes afférentes au périmètre de protection sont annexées au document d'urbanisme dans un délai maximum de 3 mois conformément aux conditions définies aux articles L126-1 et R126-1 à R126-3 du code de l'urbanisme.

Le maire de la commune de Gélacourt, conserve l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivre à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées. Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

TITRE III – UTILISATION DE L'EAU À DES FINS DE CONSOMMATION HUMAINE

Article 9 – Situation

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

Article 10 – Traitement

L'eau prélevée fait l'objet, avant distribution, de traitement, agréé par le ministère chargé de la santé, de neutralisation et de désinfection afin d'assurer en permanence la distribution d'une eau conforme aux exigences de qualité réglementaire.

Article 11 – Contrôle de la qualité de l'eau

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme fixé par l'agence régionale de santé de Lorraine, selon la réglementation en vigueur.

Titre V – Dispositions diverses

Article 12 – Annexes

Les pièces annexées au présent arrêté sont :

- Annexe 1 : Plan au 1/5 000e du périmètre de protection immédiate
- Annexe 2 : Plan et état parcellaire du périmètre de protection immédiate

Article 13 – Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois pour l'exploitant à compter de la date de notification et de un an pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.

Article 14 – Diffusion

Une copie du présent arrêté est adressée :

- au bureau des recherches géologiques et minières de Lorraine,
- à la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement de Lorraine,
- à l'agence de l'eau Rhin Meuse,
- à la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle,
- au tribunal administratif de Nancy.

Article 15 – Exécution

- le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,
- le sous-préfet de Lunéville,
- le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,
- le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle,
- le maire de la commune de Gélacourt

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le

30 SEP. 2013

Le préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY